



La clé	1
Qui était donc le gérant ?	1
L'obstacle principal	3
Changer de buts	3
Préhistoire de l'État-nation	4
Date de naissance de l'État-nation	5
Champ libre aux géomètres de l'État	6
Logique de la centralisation étatique : alignement des corps, des esprits, et des curiosités	7
Comment sortir du système : vers l'autogestion régionale	9
Trop petit et trop grand à la fois	9
Comédie des chefs d'État	10
Que l'État n'est plus notre affaire	11
Un pouvoir fait de nos démissions	11
Inventer notre avenir	12

La clé

La crise de l'Occident mondial a pour caractère spécifique de résulter non de l'échec mais de la réalisation de l'utopie industrielle, de moins en moins gênée par les freins naturels et humains.

Ces freins étaient la pénurie et la coutume, l'autonomie civique et le goût d'être libre, la peur aussi de la révolte sociale. Ils ont sauté l'un après l'autre. La Grande Machine part en roue libre vers les catastrophes.

La Crise dont j'ai décrit le système n'est pas celle du capitalisme ni davantage du communisme, et encore moins du socialisme libertaire. C'est la crise de la Puissance (matérielle et mythique à la fois) en vue de la guerre, crise de la religion commune aux trois systèmes.

Son moteur n'est pas le profit comme on voudrait nous le faire croire, par un leurre qui arrange bien la gauche traditionnelle (seuls les gauchistes le dénoncent). C'est plutôt le respect religieux des Sciences physiques, des Sciences chimiques, et des prétendues lois économiques, sources de la Puissance et de la Sécurité.

L'homme est en train de faire mourir la Terre sensible. C'est une sombre histoire très lente en ses débuts, mais tout d'un coup la crise est là. Cela commence avec le siècle qui voit la formation de l'industrie et des nations étatisées ; se poursuit à travers la croissance industrielle, l'exploitation têtue, naïve, aveugle des ressources naturelles qu'on croit illimitées. Cela se développe au xx^e siècle avec la pollution de l'air, des eaux, des plantes, de l'humus et des mers, par les effets combinés

de l'industrie, de la population mondiale doublée et du surarmement délirant. Le gaspillage érigé en principe du commerce, les entassements mégapolitains, destructeurs de communauté, la terreur permanente au sein de la paix des lâches : beaux résultats !

Qui était donc le gérant ?

La réponse est dangereusement simple. Les responsables sont les États-nations nés et multipliés durant cette même période.

Ce sont eux, et eux seuls, qui ont géré la Terre. Qui s'en sont octroyé le droit. Eux seuls qui en avaient les moyens.

Ils ont géré (et détruit) ses ressources en vue de leur seule puissance et de leur seul prestige ; *en vue de la guerre, dont tous sont nés*. Ils se sont emparés méthodiquement de l'économie industrielle du xix^e siècle, comme ils l'avaient fait de l'économie mercantile sous les monarchies absolues. Ils ont développé cette industrie en lui offrant des marchés nationaux et, du même coup, l'ont enfermée dans le cadre de leur souveraineté. Ils en ont fait par les impôts de toute nature, la source principale de leur richesse ; ils l'ont d'autant mieux asservie à leurs desseins qu'ils ont lié plus étroitement son expansion à celle de l'administration centralisée et de l'armée, contrôlant et mobilisant la nation tout entière en tout temps². La croissance industrielle est devenue par sa liaison avec la technique, elle-même liée à la guerre, la condition autant que l'effet de la croissance des pouvoirs de l'État sur ses sujets.

Vers le milieu du xx^e siècle, au lendemain de deux guerres mondiales provoquées par le jeu des nationalismes européens, guerres qui avaient fabuleusement accru les pouvoirs de l'État-nation en Occident et porté d'emblée au degré totalitaire ceux d'une cinquantaine d'États nouveaux, on a cessé de feindre que l'économie serve autre chose que les seuls intérêts de la nation étatisée, fussent-ils contraires à ceux de l'humanité et de la Nature. Comme le fait voir à l'évidence le procédé de mesure adopté en ce temps-là, le PNB (pour Prestige National Brutal) chef-d'œuvre inégalé de bêtise codée qui ramène tout à la nation et rien à l'homme.

². De la période du charbon, du fer, des chemins de fer et des canons, à celle du pétrole, des centrales nucléaires et des fusées, le moteur de la croissance n'a cessé d'être *la préparation à la guerre* (capacité productive, centralisation administrative et moyens techniques) puis la guerre elle-même (armements et pleins pouvoirs, innovation technologique et budgets en progression illimitée, etc.), enfin, la réparation des dommages infligés par la guerre (relance chez les vaincus grâce aux investissements des vainqueurs, rénovation totale des usines et machines, réarmement...).

¹. <https://unige.ch/rougemont/livres/ddr1977aena/4>

Le péché originel de l'État-nation a consisté à se rendre propriétaire de la Terre dont il n'était au mieux que l'usufruitier. C'est cette propriété, au sens romain du terme (*ius utendi et abutendi*, droit d'user et surtout d'abuser) qu'exprime le dogme de la *souveraineté* sur un territoire donné, sur les hommes qui l'habitent, sur leur environnement, leur vie, leur mort, et sur toutes leurs activités, créations et commerce de biens, de services, de valeurs et finalement d'idées.

Je ne craindrai pas d'insister, en ce point, sur la simplicité et le radicalisme d'un tel diagnostic de la Crise. Il ne s'agit pas de rhétorique ni d'impatience, et ce que je dis n'est pas original, mais personne jusqu'ici ne l'a dit carrément.

La plupart des auteurs que j'ai lus et cités se plaignent que l'État dans le domaine dont ils traitent, ne joue pas le rôle qu'ils en attendaient : tantôt il s'oppose aux solutions préconisées, et tantôt il protège la politique qui est cause du mal qu'on étudie. Mais aucun de ces auteurs ne va jusqu'à reconnaître que l'État est le grand responsable de la crise globale, et qui mieux est : que l'État se reconnaît et même se proclame tel du seul fait qu'il se dit souverain absolu, *superiorum in terris non recognescens* (ne reconnaissant aucun supérieur sur ses terres) selon la formule des légistes de Philippe le Bel.

Comment pourrait-il récuser sa responsabilité ? S'il est réellement souverain, elle est pleine et entière. En revanche, s'il existe des limites à sa souveraineté, posées par l'intérêt général de l'humanité, il ne peut plus se prévaloir d'une souveraineté relative pour refuser toutes mesures supranationales ou infranationales reconnues nécessaires.

Devant la crise universelle provoquée par la mauvaise gestion de la Terre depuis plus de cent ans, quand nous lui demandons aujourd'hui : « Qu'as-tu fait de ton territoire, de ses paysages, et de ses villes, de ses forêts et de ses eaux ? », il ne peut nous répondre piteusement : « Suis-je le gardien de la Terre ? » sans qu'on en tire la conclusion qu'il a forfait à la mission qu'il s'attribue.

Au principe de la crise qui résulte de cette mauvaise gestion de la Terre, nous tenons donc un responsable incontesté, l'État-nation tel que nous l'avons fait, nous les mauvais Européens, puis répandu sur toute la Terre. Voilà qui n'est plus à prouver, mais qu'il reste utile d'illustrer pour ceux que ma thèse pourrait encore surprendre.

Déclaration type d'un gérant contemporain :

« Nous voulons faire un grand pays industriel compétitif — personne, sauf les gauchistes, ne discute l'objectif — à partir d'une nation d'agriculteurs, d'artisans, de professions libérales et d'entreprises industrielles longtemps protégées... » (Pierre Messmer, Premier ministre français, dans une interview³.)

Mais pourquoi faut-il *faire* de la France un *grand* pays ? pourquoi industriel ? et avec qui compétitif ? Voilà ce que le ministre n'aurait cure d'expliquer puisque cela va de soi et que personne en France ne le conteste, à moins d'être un « mauvais Français ». Ce ministre ne

veut que ce que veut la Croissance, et celle-ci ne saurait être que « française », mesurée en revenu national — sinon, où serait son intérêt ? Le mythe commande.

On voit le problème. La France réelle, sujet de l'opération que les experts jugent « indiquée », se trouve être tout le contraire de ce que l'on veut en faire. Tant pis pour elle, si elle méconnaît ses intérêts. On va mobiliser la Science pour prouver à tous ces paysans, artisans et intellectuels qu'ils auraient tort de faire confiance à ce qu'ils savent et voient, à leur instinct, et aux rebouteux de l'environnement. Déjà, nombre de scientifiques (physiciens plus que biologistes) dans nos pays de l'Ouest (donc librement) semblent passés aux ordres de l'État qui, à vrai dire, finance leurs recherches.

Loin de soutenir, comme aux USA, les militants de la lutte contre la pollution qu'ils accusent d'intentions politiques, ils interviennent publiquement en faveur des projets nucléaires de l'État. N'auraient-ils pas compris la partie qui se joue ? Et que les États-nations avec leurs bombes « propres », leurs sources d'énergie « indépendantes » et leur droit souverain de polluer tout ce qui leur plaît, chez eux, chez le voisin ou aux antipodes, sont prêts à chaque instant à jouer leur prestige contre le sort de l'humanité ?

Le ministre français de l'Environnement déclarait en ouvrant l'un des premiers congrès sur la défense des mers, que la pollution tellurique « échappe encore complètement à la réglementation internationale⁴ ».

J'en déduis que les États-nations, préoccupés de délimiter leurs zones de souveraineté en mer, ne se tiennent pas pour autant responsables de la sauvegarde de ces zones.

Cas particulier d'un phénomène plus vaste et inquiétant : loin de renoncer à exercer une souveraineté dont ils n'ont cure d'assumer les charges, les États-nations ne pensent qu'à étendre encore leurs « droits » et pouvoirs exclusifs de gestion. En 1973, la France étend ses eaux territoriales autour de Mururoa pour permettre des tirs atomiques, l'Islande étend sa zone maritime protégée pour permettre des pêches nationales. Le « ciel national » est soumis à des réglementations nouvelles aux USA et en Suisse (interdiction des vols supersoniques), tandis qu'on le déclare « violé » en Tchécoslovaquie par un petit avion civil perdu. Non contents de laisser dévaster leur territoire, les États-nations entendent aggraver leur cas, c'est-à-dire étendre aux mers, au ciel et aux déserts leur souveraineté d'incompétence. Et s'ils vont sur la Lune, c'est pour y planter un petit drapeau national, mais ce geste puéril ne manque pas d'à-propos : la Lune représente, en effet, ce que les États feront de la Terre si on leur en laisse plus longtemps la gestion : ni air, ni eau, ni arbre et nulle vie animale — pollution achevée, champ libre aux technologies !

⁴. Compte rendu dans *Le Monde* du 18 sept. 1973. Peu de progrès depuis lors.

³. *L'Express*, Paris, 12-18 fév. 1973.

L'obstacle principal

Mais comme tous les problèmes écologiques ont une dimension continentale, et même mondiale dans bien des cas — qu'il s'agisse des fleuves ou des océans, de l'influencées industries sur les climats, des vols supersoniques ou des déchets nucléaires, il apparaît clairement que *l'État-nation constitue l'obstacle principal à la solution de ces problèmes*⁵.

Je n'oublie pas qu'il y a dans la plupart de nos capitales des ministères de l'Environnement, et je sais plusieurs de leurs chefs très sincèrement « préoccupés » par certaines situations qu'on leur signale. Je dis seulement que nos États-nations s'opposent par leurs structures et par leurs ambitions littéralement constitutives au changement d'attitude et de plan qui leur permettrait d'un seul coup, de découvrir les problèmes réels — dont pas un seul ne coïncide avec les frontières d'un État — et les solutions à donner — *car elles sont toutes supranationales ou régionales*.

Tant qu'il y aura cet N dans le PNB, non seulement l'instrument restera sans valeur, inutile ou dangereux pour gouverner, inexistant aux yeux d'une science honnête, mais encore il continuera de favoriser les confusions les plus menaçantes pour notre avenir prochain, entre, d'une part, le progrès authentique qui est spirituel d'abord, social ensuite, et matériel à leur service, et, d'autre part, ce « progrès » mesuré par l'accroissement des accidents, des maladies, de la pollution, du bétonnage, de la criminalité, etc.

Faudrait-il alors le remplacer par un PRB régional, un PEB européen et finalement un PMB mondial, qui colleraient mieux aux réalités naissantes de cette fin du xx^e siècle ? Mais quel sens y aurait-il à compter le produit brut, en dehors des usages que peut en faire l'État et de l'abus qu'il en fait, actuellement, pour « justifier » n'importe quelle mesure ou son contraire par des « chiffres irréfutables » ? De fait, la question ne se pose pas : tant qu'il y aura l'État-nation, il n'y aura pas d'Europe ni de régions assez organisées et assez autonomes pour être en mesure de procéder à ces calculs.

Il faut renoncer au PNB, et tout d'abord à l'ambition secrète qui est à son origine et qui se trahit dans sa méthode : trouver l'indicateur universel qui réduise la diversité de l'Univers et la destination de l'homme à un jeu de signes monétaires au moins localement homogènes.

Pour fonder une politique, une stratégie de notre avenir, et par suite pour élaborer un modèle européen de société, nous avons besoin de *Bilans*, et qui balancent :

— non des *recettes* et des *dépenses* chiffrées (car leurs valeurs concrètes ne seraient pas comparables et souvent de signe contraire à celui qui figure dans les comptes d'une Nation ou dans les additions d'un PNB.)

— mais les *gains* et les *pertes* réelles, globales, naturelles et humaines, enregistrées par le *domaine pu-*

blic dont dépend la qualité de vie des personnes et des groupes, dans une communauté donnée.

Ces *Bilans* régionaux et continentaux, mondiaux, prendraient en compte par exemple :

— *côté gains* : le nombre et la portée des initiatives civiques, comme indicateurs du développement de l'esprit communautaire ; les progrès de l'adaptation industrielle à un programme d'exploitation mieux tempérée et de recyclage des ressources naturelles ; la multiplication des sources locales d'énergie de toute nature ; l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés, notamment par l'extension des coopératives d'entreprises ; l'accroissement des dépenses préventives de pollution ; les progrès de l'hygiène et de la lutte contre les maladies somatiques et psychiques...

— *côté pertes* : les dégradations du patrimoine naturel de l'humanité, et du patrimoine culturel des villes et des régions ; les maladies du sens civique ; le nombre des procès civils ; la délinquance et le terrorisme ; le gaspillage de l'énergie ; la pollution sous toutes ses formes...

Ces *Bilans* seraient comparables au rapport « Sur l'état de l'Union » que présente chaque année le Président des États-Unis d'Amérique, et ils auraient la même destination : *fonder une politique, expliciter ses buts, évaluer ses moyens en fonction de ses fins*.

Ils nous conduiraient à poser la question de Don Helder Camara : *Quel est le prix de ces profits ?*

Changer de buts

Mais jamais nos États n'accepteront ces vues, et moins encore ces mesures, qui supposent leur dessaisissement. N'ayant plus d'autres raisons d'être que de faire prévaloir leur partie sur le tout, ils demeurent ce qui bloque l'avenir ; ce qui promet, par conséquent, de transformer la plupart des dangers qui nous assiègent en fatalités calculables, fatalités au double sens du terme : *inévitables* et *entraînant la mort*.

Dans l'examen des divers secteurs de la Crise, je n'ai rencontré qu'une seule fatalité au premier sens, et c'était la « période » de demi-vie des éléments radioactifs, naturels ou créés par l'homme dans les centrales nucléaires, comme le plutonium et le thorium. Sur ces « périodes », et là seulement, la volonté de l'homme et toute sa science sont d'effet rigoureusement nul. Je n'ai trouvé nulle part ailleurs de tendance qui ne puisse être inversée par notre action ou par l'arrêt de notre action. *Partout, si nous changeons de buts, les enchaînements qui s'annonçaient catastrophiques peuvent être modifiés ou arrêtés*.

J'ai trouvé partout, en revanche, l'opposition de l'État-nation à tout changement d'orientation, à toute conversion opérée avant qu'elle devienne impossible.

Mes analyses de la Crise universelle me ramènent donc à un dilemme d'une simplicité redoutable :

— ou bien l'État-nation maintient et même étend ses prétentions au pouvoir exclusif d'administration de la Terre, et dès lors les calculs les plus catastrophiques ont seuls chance de se vérifier,

⁵. « La machinerie de l'État n'a pas été conçue en vue d'une politique de l'environnement ; elle est largement dysfonctionnelle pour la protection et la gestion de l'environnement » écrit Lynton K. Caldwell, de l'Université d'Indiana, in *Politics of Ecosuicide*, New York, 1971.

— ou bien l'État-nation se voit progressivement des-saisi. Des hommes et des groupes d'hommes décident de reprendre en main leurs destins, à l'échelon local et régional, et de faire prévaloir l'intérêt général sur celui des États nationaux. Le jeu se rouvre, l'avenir redevient notre affaire...

Mais l'obstacle n'est-il pas de nature à déprimer tous les courages ? Que peut-on contre l'État-nation, sauf attester qu'il a très mal géré la Terre ? Quel pouvoir existant lui opposer, qui ne soit pas de même nature que le sien, donc seul capable de le contenir, mais incapable de faire mieux ?

Contre l'État-nation, certes, je ne puis rien. Mais sans lui ? Presque tout ce que peut un homme. Et malgré lui ? Le reste peut-être — ce que peut un homme avec d'autres...

Ce qu'il nous faut revoir maintenant, c'est la véritable nature du Léviathan, les contingences historiques de son apparition et de ses succès, ses pouvoirs qui nous semblent écrasants, mais aussi ses insuffisances et ses contradictions de plus en plus criantes, ses impuissances insoupçonnées de la plupart, et enfin ses chances de durer — qui sont inverses des chances de l'humanité.

La force principale de l'État-nation vient sans nul doute possible de l'École aux trois degrés, et non seulement de ce qu'elle nous a appris, mais plus encore, de ce qu'elle a voulu nous interdire de savoir. C'est elle qui nous a persuadés que la formule de l'État moderne — une capitale régissant tout ce qui bouge et le reste à l'intérieur de frontières sacralisées — était l'aboutissement de l'Histoire ; et qu'aucune autre évolution n'était possible ou ne saurait être imaginée impunément. Les peuples ont émergé de la nuit des origines pour « faire leur unité » — comme l'homme émerge de l'enfance pour « faire sa puberté » — et ils accèdent à la maturité en « se donnant » un gouvernement qui « assure leur indépendance » au prix de leur vie, s'il le faut, et qui affirme sa souveraineté quoi qu'il puisse en coûter aux voisins. Ainsi la force principale de nos États repose sur l'interdiction tacitement prononcée par l'École, de mettre en question leur formule : elle est tabou. Rechercher d'où ils viennent dans le temps et l'espace, les situer dans l'histoire, les relativiser, ce serait les exorciser : car ce qui a commencé finira. Il faut donc qu'ils soient éternels, et au moins justifiés par une fatalité. Contingents, au contraire, et donc soumis à la critique des interrogations les plus naïves, ils seraient aussitôt sans excuses.

Or, c'est un fait que le plus ancien d'entre eux, qui est leur modèle, a un peu moins de deux siècles d'âge, et l'on voit bien que leur « période » de demi-vie — qui est leur vie dans les esprits actifs, même si elle dure deux fois plus dans les masses — est en train de s'achever parmi nous.

Préhistoire de l'État-nation

Ils ont moins de deux siècles d'âge, si l'on remonte à leur entrée dans le monde, c'est-à-dire à leur accouchement

par les soins de la Révolution française. Mais leur Idée est plus ancienne. Du XII^e au XIV^e siècles, les deux Philippe de France et les trois Édouard d'Angleterre ouvrent la voie des unifications territoriales autour de leur petit domaine héréditaire. L'État royal — futur État-nation — se définit alors expressément par rapport au Saint-Empire romain de nation germanique et contre lui, comme une partie s'oppose au tout et se proclame suffisante en soi.

L'État s'oppose à l'Empire par sa forme. L'Empire est sphérique et global, et son chef tient un globe symbolique dans sa main gauche. Mais l'État n'est qu'un polygone plane, « Pré carré » des premiers capétiens, « Hexagone » des cinq Républiques successives, grands rectangles ou trapèzes tracés à la règle sur les cartes de l'Amérique du Nord ou de l'Afrique noire. Il est délimité par l'extérieur. Les deux dimensions de la surface lui suffisent. Il lui manque celle du volume et celle de l'Esprit.

L'État et l'Empire ne s'opposent pas moins par les types de relations humaines qu'ils impliquent et qu'ils favorisent. Institué par la force comme celui de Rome, ou par la séduction d'un modèle sacré, comme celui des Othons, l'Empire ne dure que par la vertu d'une libre adhésion éventuelle à son principe d'*union*, non d'uniformité. En revanche, l'État royal, puis national, n'admet que l'uniforme intégration de tous au seul pouvoir du Roi ou des bureaux de la Capitale, qui est assujettissement à l'*unité*. L'Empire est une polyphonie, l'État veut l'unisson dans la monotonie. L'Empereur est le recours contre tous les pouvoirs, l'État n'est que leur addition. Devenir « immédiat à l'Empire » (*Reichs unmittelbar*) signifie liberté garantie pour une cité, pour une région, pour une communauté religieuse ou laïque. « Immédiat à l'État » ne saurait désigner qu'un fonctionnaire, un des membres du groupe assez fermé ou de la classe technique qui est l'État, dès le XVII^e siècle, s'il est vrai que certains de ses éléments sont repérables bien avant, dès les débuts du XIV^e siècle, notamment. Lorsqu'il se fait proclamer par ses légistes « Empereur en son royaume », et lorsqu'il satellise en Avignon la papauté, Philippe le Bel poursuit le même dessein sacrilège : récuser toute *limitation* de son pouvoir, soit par en haut, soit par en bas, car l'une serait la garantie de l'autre, et celui qui prétend que sa part nationale vaut plus que le Tout impérial, n'a jamais respecté, pour autant, les franchises des provinces, ces nations intérieures.

Les royaumes absolutisés qui vont se former sur ce modèle dans toute l'Europe, comme plus tard les nations étatisées, ne seront en fait que des empires manqués : car l'Empire authentique est *divers*, il se veut riche et grand de ses diversités, quand les États ne voient en elles qu'une menace permanente contre leur unité, imposée par le cadre, faute d'un principe d'union.

Pendant trois siècles, l'État royal se cherche. Au XVI^e, les empires dominant encore : le romain de nation germanique, l'espagnol, le turc et le russe. Au XVII^e, l'État de dimensions moyennes triomphe sur les ruines du Saint-Empire, dont la population, du seul fait de la guerre de Trente Ans, tombe de vingt à sept millions. À la faveur de cette carence forcée de la fonction universelle qui était la raison d'être de l'Empire, l'État s'organise rapidement

dans les pays les plus avancés de l'Europe. « Il opte pour l'essentiel », nous dit un historien contemporain⁶, à savoir « le contrôle des hommes, l'enracinement au sol ». Cette « conquête de l'espace et des hommes par l'État n'est pas allée sans peine », ajoute-t-il. Mais ce n'est pas la difficulté de l'entreprise qui m'émeut et qui me consterne, c'est sa visée maîtresse : la « conquête » puis « le contrôle des hommes par l'État », c'est-à-dire, au fait et au prendre, par des corporations de fonctionnaires dans les bureaux de la capitale et d'officiers du roi dans les provinces. Ces groupes se posent en *contrôleurs*, non pas en maîtres qui inspirent, encore moins en service utile. Lorsque Louis XIV prononce « l'État, c'est moi », lorsque Frédéric II déclare : « Je suis le premier serviteur du roi de Prusse », on pourrait admirer le sens civique dont ces deux monarques font preuve, mais ils se vantent ! Les grands commis et les chefs de l'armée sont l'État ; or, ils n'aiment ni le roi ni le peuple, et le peuple à bon droit, voit en eux l'adversaire. Mais ils ont décuplé les Pouvoirs de l'État : son budget, ses armées, sa police, et son réseau de fonctionnaires. Quand de nos jours l'État pensera mais n'ira jamais : « le Roi, c'est moi ! », il perdra sa dernière occasion, probablement, de dire la vérité.

Survient la nuit du 4 août 1789 et l'abandon des « privilèges » non seulement de la noblesse, qui avait démérité, mais surtout des Provinces, ce qui est beaucoup plus grave et constitue une trahison : les délégués aux États généraux avaient mandat de confirmer et non d'abandonner leurs *libertés*, vrai nom des « privilèges » provinciaux. (Voilà qui est bien sensible dans le cas de la Bretagne. Annexée cette nuit-là, seulement, elle n'a jamais accepté le coup de force.)

Mais le fait capital de la Révolution, c'est que, bien loin de rompre avec la Royauté, elle a réalisé l'idée royale de l'État. Marx⁷ a montré tout comme Tocqueville⁸ que « le gigantesque coup de balai de la Révolution » a emporté les derniers obstacles placés par la coutume en travers de l'effort centralisateur des rois. Napoléon devait achever cette œuvre à la faveur de ses guerres, et pour elles. Comme l'a dit fortement un historien français : « L'État moderne n'est autre chose que le roi des derniers siècles, qui continue triomphalement son labeur acharné, étouffant toutes les libertés locales, nivelant sans relâche, et uniformisant⁹. »

Date de naissance de l'État-nation

Tel qu'on vient de le définir, l'État moderne est né entre deux dates précises : 1790 et 1794.

Le 14 janvier 1790, l'Assemblée constituante décide de faire traduire les nouvelles lois dans les divers

idiomes non français usités dans le royaume, à savoir l'allemand, l'italien, le catalan, le basque et le breton ; et de faire envoyer les traductions dans les provinces qu'elles concernent. On n'est pas loin de la Fête de la Fédération qui aura lieu en juillet de la même année, et à cette date encore on considère « que l'emploi du français comme langue administrative de l'Ancien Régime est une conséquence du despotisme, et que l'esprit révolutionnaire doit trouver les moyens de tempérer... cette espèce d'aristocratie du langage¹⁰ ».

Quatre ans plus tard, tout a changé. Il n'y a plus de Roi pour incarner l'unité du Royaume : la Commune de Paris commande. Elle a tué le roi et pris sa place à la tête de la nation ; mais elle saura se garder, elle, de toute faiblesse libérale. Barère devant la Convention déclare que « la langue française doit être le ciment de la nouvelle unité nationale... Elle doit être une, comme la République ». Quant aux treize millions qui selon l'abbé Grégoire ne comprennent pas le français (c'est plus de la moitié de la population !), ils n'ont qu'à retourner à l'école, car autrement ils mettront en danger la nation. Et Barère poursuit :

Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton, l'émigration et la haine de la République parlent allemand, la contre-révolution parle italien et le fanatisme parle basque¹¹.

Que s'est-il donc passé entre ces deux dates ? La guerre déclarée, les premiers revers, « la patrie en danger », la levée en masse, et la mise à mort du Roi.

État-nation et guerre moderne naissent d'un seul et même mouvement le 20 avril 1792, lorsque les Girondins, sur le conseil intéressé du Roi lui-même, et contre l'opinion de Robespierre, déclarent la guerre au « roi de Hongrie et de Bohême », dernier porteur de la couronne du Saint-Empire, dernier symbole d'une communauté européenne en désuétude.

Sur la foncière parenté de l'État-nation et de la guerre — aujourd'hui de l'État totalitaire et de la guerre totale — tous les bons esprits sont d'accord, de la Révolution jusqu'à nous.

Hegel énonce le premier ce qu'il faut tenir pour la loi constitutive de l'État-nation, lorsqu'il écrit : « Les nations divisées en elles-mêmes cherchent par la guerre au-dehors la tranquillité (qui leur manque) au-dedans¹². »

« Ce qui sert maintenant de gouvernement à la France est forgé à chaud... L'État est tout.... Il est militaire dans son principe, dans ses maximes, dans son esprit, dans tous ses mouvements », écrit Edmund Burke, ennemi de la Révolution¹³. Mais le général Foy, qui se battit à Jemmapes, glorifie cette identification de la nation et de l'armée : la conscription est à ses yeux « le palladium de notre indépendance, parce que, mettant la

6. Pierre CHAUNU, *La Civilisation de l'Europe classique*, Arthaud, Paris, 1966, p. 44 et 47.

7. Karl MARX, *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, 1852, et *La Guerre civile en France*, 1871.

8. Alexis de TOCQUEVILLE, *L'Ancien Régime et la Révolution*, 1856.

9. Paul VIOLLET, *Le Roi et ses ministres durant les derniers siècles de la monarchie*, 1912.

10. Cf. Pierre MAUGUÉ, « Les notions de Nation et d'État », dans la revue *Europa Ethnica*, Vienne, janvier 1976.

11. Discours de Barère, 8 pluviôse An II (27 janv. 1794).

12. *Philosophie des Rehtes*, § 324, 1808. Plaise au Ciel que le processus inévitable de dissociation de l'empire colonial nommé URSS (quinze nations soumises aux Moscovites) s'opère assez insensiblement pour ne pas obliger Moscou à peser sur le bouton rouge en dernier recours !

13. *Letters on the Proposal for Peace with the Regicide Directory of France*, 1796.

nation dans l'armée et l'armée dans la nation, elle fournit à la défense des ressources inépuisables ».

Et le général prussien von der Goltz, souvent cité par le futur maréchal Foch dans son ouvrage sur *Les Principes de la guerre* (1903 et 1929), tient que « la grande Révolution française, en bouleversant toutes les idées de droit des gens et de droit politique, [...] met à la disposition des gouvernants, en vue de la guerre, les ressources de l'ensemble des pays sur lesquels elle avait étendu sa domination ». (On doit inclure au nombre de ces « ressources » les provinces colonisées, aux « idiomes » interdits désormais.)

Mais l'uniformité forcée qui fait la force du système, en fait aussi la misère intérieure, comme l'a fort bien dit Simone Weil : « Le prestige supérieur de la nation est lié à l'évocation de la guerre. Il ne fournit pas de mobiles pour le temps de paix¹⁴. »

Champ libre aux géomètres de l'État

L'État, qui a pris la place du Roi, réclame le service de ses sujets — loin d'être comme on veut qu'il soit en Grande-Bretagne, en Suisse, et en Scandinavie, au service de tous pour chacun, de chacun pour tous.

D'où le pouvoir exorbitant de l'Exécutif, qui est regardé partout, et de plus en plus, comme le Pouvoir qui s'impose et non plus comme l'exécutant des décisions du peuple ou de son Parlement, suprêmes instances. Le gouvernement, désormais, sera vu par le peuple comme son Chef. On attend de lui qu'il soit « fort », mais aussi qu'il soit « juste » : ces qualificatifs courants révèlent que l'homme d'aujourd'hui voit le gouvernement à l'image du Prince qui a conquis le pouvoir par la force, le garde grâce à sa « poigne de fer », et fait son domaine réservé de la haute et basse justice.

Quelle que soit l'étiquette idéologique dont se parent les États-nations du xx^e siècle, tous ou presque tendent vers une formule en réalité monarchique mais qu'ils appellent régime présidentiel, dictature militaire, ou démocratie populaire, selon les traditions locales, les exigences de relations publiques ou simplement les latitudes.

Pour en revenir à la France, pays modèle de tout l'évolution étatique, nationale, puis stato-nationale, deux citations suffiront à situer la doctrine de l'État souverain, également partagée par la droite et la gauche :

Tout travail collectif exige une direction unique. Cette direction, c'est (le chef du gouvernement) qui doit l'assumer... Habituellement à voir en lui ce qu'il est ou ce qu'il devrait être : un monarque.

Il doit être évidemment entendu que l'autorité individuelle de l'État est confiée tout entière au Président.¹⁵

Si j'en crois ces déclarations, le Français moyen d'aujourd'hui, qu'il soit socialiste ou gaulliste, fait confiance à l'Autorité incarnée par le Chef de l'État, tout en se réservant le droit de l'insulter et le plaisir de le décapiter (symboliquement) quand cela se présente. Mais il n'a

que scepticisme à l'endroit d'un régime qui serait fondé sur la coopération civique, les autonomies régionales et la recherche du bonheur personnel plutôt que du prestige national.

Je souhaite que ces vues soient fausses. Mais il n'appartient qu'aux Français de le faire savoir. En attendant, la Terre entière copie les plus brillantes aberrations de leurs théoriciens politiques : la formule de l'État-nation a conquis le monde en moins de deux siècles. Ailleurs, on a d'autres faiblesses typiques : le culte de l'*Obrigkeit* (l'Autorité) dans les Allemagnes, de l'homme fort en Italie, de l'ascète astucieux en Espagne, de la bonne moyenne-pas-génante en Suisse, de l'Ours en URSS. Mais c'est en France que la popularité de l'homme d'État bien placé dans la capitale atteint ses plus pathétiques expressions.

Résumons : dès 1792, tous les freins à l'ambition centralisatrice des Rois ayant sauté, les Français se retrouvent beaucoup mieux assujettis au Pouvoir, beaucoup mieux alignés et taxés que devant. Mais il ne pourra plus y avoir entre eux et le Pouvoir cet « amour » que beaucoup vouaient au Roi, et pas seulement dans les discours et dans les hymnes. On ne peut pas aimer des bureaux, qui n'ont que des sigles pour noms qui ne se manifestent que par des exigences toujours plus chicanières et indiscrettes. L'État sera désormais, de plus en plus, séparé de la vie quotidienne des citoyens. Il deviendra le vis-à-vis détesté et redouté que l'on s'efforce de tromper, d'utiliser à des fins égoïstes, mais sans jamais le mettre en question.

Cette distance entre le Pouvoir et les réalités humaines et naturelles, cet esprit d'abstraction, ce mépris du civisme, donnent champ libre aux géomètres de l'État. Dès 1789, l'abbé Sieyès propose la division de la France en carrés de dix-huit lieues de côté, le premier étant centré sur Paris, et il déplore qu'en touchant aux frontières, les carrés ne puissent plus être bien réguliers¹⁶. Les théoriciens du Club des Jacobins n'obtiendront que le demi-succès des départements, « mal compassés » eût dit Descartes, êtres abstraits mais décorés de jolis noms de rivières ou de montagnes, un peu comme les ordinateurs reçoivent aujourd'hui des noms de déesses grecques, affectueusement pédants et mystérieusement rassurants. Cependant, Sieyès et Thouret, antidémocrates déclarés, n'en ont pas moins atteint leur but : briser toute résistance des provinces à Paris, autrement dit toute vie civique dans les provinces.

Bonaparte va d'ailleurs combler leurs vœux, bien que ses motifs soient beaucoup plus concrets, puisqu'ils se réduisent, en effet, à faire la guerre ou à s'y préparer. Mais rien ne saurait mieux concourir à la grande ambition jacobine d'étatisation de la Nation.

14. *L'Enracinement*, Gallimard, 1949, p. 122.

15. Général de Gaulle, conférence de presse du 31 janvier 1964.

16. Observations sur le rapport du Comité de Constitution concernant la nouvelle organisation de la France, 1789.

Logique de la centralisation étatique : alignement des corps, des esprits, et des curiosités

Le modèle de société génialement bâclé par Napoléon en vue de la guerre et de rien d'autre, c'est *l'état de siège en permanence* — qui sera dès 1930 la formule des États totalitaires. L'administration des hommes et des choses y est plus mécanisée que dans n'importe quelle société humaine jusque-là. Tout y est militarisé, c'est-à-dire *mobilisable à tout moment*, esprit, corps et choses, par la conscription d'abord, mais aussi par la presse, par l'administration, par la fiscalité et par l'École. Reste l'économie industrielle, dont les premières manifestations ne semblent pas organisées mais aventureuses, et de type plutôt féodal, sans liens d'aucune sorte avec l'État en général : il suffit de penser à l'industrie anglaise.

Mais ce régime « sauvage » ne durera pas longtemps : à partir de Napoléon, la dialectique de la Croissance du Pouvoir ne comportera plus seulement deux termes, l'État et la Guerre, mais un tiers médiateur : l'Industrie.

L'État-nation crée l'espace juridique puis le « terrain » social (au sens physiologique) nécessaires à la croissance industrielle. Celle-ci va se propager d'abord sans autre loi que celle d'une sorte de sélection darwinienne.

Mais l'État trouvera les moyens de la soumettre à ses intérêts, par le jeu des tarifs douaniers, des impôts, des réquisitions de temps de guerre et des lois contre les cartels, servitudes compensées par l'apport du très gros client qu'est l'Armée, et par la protection de la police, si généreusement accordée contre la « subversion ouvrière ». *L'ultima ratio* de la « défense nationale » pourra toujours couvrir, faute de mieux, les atteintes les plus graves à la justice sociale et à l'intérêt général de la Nation¹⁷.

Quels qu'aient pu être, depuis un siècle et demi, les épisodes de cette partie à trois et le détail du jeu des causes et des effets, *l'indissoluble interaction* des trois facteurs donne la formule la plus compréhensive de notre société occidentale. Entre l'État-nation, la Guerre et l'Industrie (servies par la Technique et par les Sciences physiques, qu'elles entretiennent), les liens ne sont plus accidentels mais systémiques.

Voici leur enchaînement depuis un siècle et demi :

a) *L'État-nation* est lié à la *guerre* dans sa genèse et en chacune de ses étapes en direction de la formule finale, qui sera l'État totalitaire.

L'un donne naissance à l'autre, soit que l'État tente d'éliminer les dissensions internes par le recours à l'union sacrée, soit que les « nécessités de la guerre »

contraignent à étatiser plus strictement les ressources et la vie de la nation. Ce que les Girondins commencent lorsqu'ils déclarent la guerre à l'Europe des rois pour remédier aux troubles intérieurs, les Jacobins le poursuivent par la « levée en masse », le Comité de Salut public et la Terreur, qui correspondent aux aggravations successives de la guerre ; enfin, Napoléon l'achève en organisant l'État-nation, d'abord en vue de la guerre et bientôt grâce à elle.

b) Les nécessités de la conscription universelle et d'une mobilisation rapide entraînent la *centralisation* de l'Administration et des moyens de communication. Ainsi, dans le modèle jacobin, Paris devient le centre nerveux d'où part « le coup électrique de la Raison, si prompt d'un bout de la France à l'autre », ainsi que le dit Anarcharsis Cloots, ce baron hollandais, Prussien de naissance, et grand inspirateur des Jacobins. Condition d'une centralisation efficace : le dépérissement ou la suppression des pouvoirs locaux et de la vie civique des provinces, obtenue par la division du pays en départements arbitrairement découpés.

c) Toutes les routes, et demain toutes les lignes de chemin de fer, et plus tard toutes les autoroutes, partent de la Capitale et y ramènent. Comme dans l'Empire romain, elles sont les voies de l'Administration d'abord, non du commerce, puis de l'Armée, non de la culture, et moins encore de ce qu'on nommera tourisme au ^{xx}e siècle.

d) Le développement des communications centralisées favorise, accélère et, enfin, nécessite le développement de *l'industrie lourde*, condition de la puissance militaire.

e) Laquelle à son tour appelle et favorise le *développement de la technique et des recherches chimiques et physiques*.

Industrie, technique et centralisation administrative exigent une discipline sans cesse accrue du citoyen. Napoléon l'avait prévue dès son accession au pouvoir : il entendait tout mettre en uniforme, élèves des trois degrés, conscrits et fonctionnaires, et enfin (moralement), les lecteurs de journaux réduits au seul *Moniteur* officiel.

Ce système, imposé à la France d'abord, a mis près de soixante-dix ans à se faire accepter de l'Europe entière.

f) *Alignement des intelligences* par l'Instruction publique, universelle et obligatoire. *Alignement des corps* par la conscription militaire, universelle et obligatoire. *Alignement des curiosités* par la grande presse que nourrissent les agences nationales. *Alignement des comportements et des réflexes* par la Technique, fille de la Science, vraie religion.

Tout cela, qui était le grand dessein de Napoléon, mais qui après lui avait soulevé tant de résistances dans les élites traditionnelles et libérales, finit par s'imposer à tous les États de l'Europe à peu près simultanément, dans les années 1872-1885, années qui voient aussi le départ de la colonisation systématique et du partage de l'Afrique entre les « Puissances ».

g) École, Armée, Presse et Technique préparent à la guerre que les États-nations appellent, par leur formule même, et souvent consciemment. Dans un pre-

17. Il n'est guère d'industrie qui ne serve, si indirectement que ce soit, à la préparation de la défense nationale, et qui ne puisse s'en prévaloir pour « justifier » en dernier recours ses agissements les plus erronés ou immoraux. Aussi les ventes d'armes à des pays notoirement agresseurs se voient « justifiées » par le gouvernement de la Suisse *neutre* : il s'agit de sauvegarder la « rentabilité » d'usines indispensables à la défense de la patrie. D'autres exemples seraient fournis en abondance par l'examen des relations entre l'industrie aéronautique et automobile, les compagnies pétrolières, les émirs arabes, les USA, et les États européens.

mier temps, le potentiel belliqueux ainsi dégagé va se dépenser en Afrique noire, en Éthiopie, au Maroc et au Proche-Orient où Français, Britanniques et Allemands s'affrontent avec des peuples mal armés, mais aussi et surtout entre eux, parfois directement (Fachoda, Agadir), ou par procuration, selon le scénario qui sera plus tard celui de la guerre civile d'Espagne, puis des guerres de Corée, du Viêt Nam et du Proche-Orient. (Grandes manœuvres, tests du matériel.)

h) L'État-nation, né de la guerre et progressant par elle, comme elle par lui, conduit nécessairement à de nouveaux conflits qu'il prépare sous le nom de défense de la Paix. Et ce seront les deux guerres mondiales. Après quoi, faute de guerres nationales importantes durant deux ou trois décennies, comme tout est disposé en vue de la guerre — esprits et corps autant qu'infrastructure industrielle — il se produit une recrudescence « inexplicable » de délinquance juvénile, de criminalité, de névroses, de psychoses, d'alcoolisme et d'usage de drogues de toute espèce, accompagnée d'une apathie civique croissante. La guerre seule — civile ou étrangère — vient mettre un terme à l'anarchie : elle est alors *nationalisation du crime* et de la lutte contre le crime, ainsi récupérés d'un même mouvement pour un nouveau bond en avant du PNB.

i) Les temps d'absence de guerre sont anormaux, ne peuvent durer, dans le monde des États-nations qu'ils finiraient par priver de leur secrète mais véritable raison d'être et de leur principe organisateur. Les prochaines guerres d'envergure continentale seront provoquées par les conflits entre l'Occident et le Tiers Monde ; le premier ayant exploité le second mais s'en étant du même coup rendu tributaire pour ses matières premières ; le premier ayant appris au second l'usage des armes nouvelles, et l'abus des notions de progrès matériel, de profits immédiats et de PNB dans le cadre stato-national. Le système, né de la guerre, y conduit fatalement. La boucle est bouclée — ou va l'être — et le cycle infernal se referme.

j) Où nous mène cette évolution ? Rappelons le parallélisme des régimes et des armes au long de l'histoire : à la tribu correspond la flèche, à la Commune l'arquebuse, à la féodalité la lance et l'armure, aux royaumes absolutistes le fusil et le canon, plus tard la mitrailleuse, à l'État de plus en plus totalitaire, les moyens de détruire toute une population et son pays, c'est-à-dire la guerre ABC.

À chaque degré, de la bagarre de clans jusqu'aux sublimes et absurdes politesses de Fontenoy, gagne la civilisation. Mais tout s'inverse dès la Révolution française. Alors qu'à la Renaissance encore il suffisait à Pic de La Mirandole de se déplacer de Venise à Padoue pour échapper à quelque déplaisant état de guerre ; alors qu'au Moyen Âge, le philosophe juif Maimonide pouvait écrire : « Avant le départ de l'armée, les hérauts doivent parcourir les rangs et inviter à s'en aller tous ceux qui ont peur ou qui ne sont pas assurés de la justesse du conflit¹⁸ » ; alors, enfin, que l'institution de la Trêve de Dieu interdisait la guerre en temps de récoltes, par exemple (et en plusieurs autres cas), notre siècle a fait un crime majeur du libre choix de l'individu : on le fusille

s'il choisit « mal », c'est-à-dire se réfère aux idéaux que nos armées sont censées défendre.

Mais il n'aura bientôt plus à choisir. Car la guerre ABC, sélectivement, massacrera tout ce qui n'est pas « nous » selon la définition codée par l'État.

k) Le dernier stade verra la guerre elle-même se retourner contre l'homme et peut-être l'éliminer.

Dès aujourd'hui les grands ordinateurs des deux camps ont pour principal objectif de mesurer les progrès des armements d'en face. On m'assure que les USA peuvent tuer tous les hommes existants environ 32 000 fois ; l'URSS seulement 29 000. Tout va donc bien pour le moment. Des instruments d'une folle susceptibilité avertissent les gouvernants de ce qui se passe dans les usines, dans les mers, dans le ciel d'en face.

Mais la guerre par les ordinateurs ne connaît ni valeurs ni doctrines, elle ne connaît que des quantités. Elle n'en commandera pas moins la chute des satellites porteurs de têtes nucléaires, quand le Grand Chef pèsera sur le bouton rouge.

Il est frappant de constater que le caractère quasi sacré du Président des USA tient à ce droit que, seul au monde, il a.

Mais loin de conférer au Président le pouvoir le plus grand jamais détenu par un seul homme, le phénomène de la guerre pousse-bouton peut marquer le seuil de l'anéantissement de toutes les libertés et volontés civiles concentrées dans la liberté et dans la volonté d'un seul individu.

Jamais pareil cumul de pouvoirs décisifs, naguère détenus par des millions de citoyens, n'aura signifié pareille somme d'imperceptibles abandons individuels. Or, cette somme insensée de pouvoirs dont le citoyen s'est laissé dessaisir par égoïsme, peur des risques ou gain de paix, désormais peut être perdue d'un seul coup, sans retour, pour tous et pour chacun.

La masse des informations de tous les ordres, nécessaire pour former la décision fatidique, n'est sans doute déjà plus maîtrisable. L'index de la main droite du Président ne sera plus que le dernier élément de transmission d'une décision prise hors de l'Homme et contre lui, par la mégamachine — qu'il a conçue.

l) La guerre va devenir l'affrontement de deux potentiels d'armements — en toute indépendance des idéologies que ces armements étaient censés défendre. On peut très bien imaginer qu'à la limite éclate *une guerre sans sujet politique*, déclenchée par rétroaction automatique du degré d'armements atteint par l'Autre. De cette guerre sans cause entre moyens de destruction, des centaines de millions d'hommes seraient victimes, et notre civilisation.

m) L'interaction toujours plus extensive et intensive de l'État-nation et de la guerre moderne depuis l'introduction des « mécaniques » au début du XIX^e siècle jusqu'à l'ère du plutonium, a fourni à l'essor de l'industrie occidentale ses facteurs décisifs : grands marchés, ventes massives assurées aux armées¹⁹, investissements en croissance accélérée, conditionnement des masses en vue de la production de biens matériels, de

18. Cité par Gaston BOUTHOU, *La Guerre*, PUF, Paris, 1953, p. 19.

19. La somme des budgets d'armements dits nationaux, en 1975, a été estimée à 350 milliards de dollars.

la consommation et de la « Défense », expansion coloniale, puis scientifico-technique et économique, provoquant de nouvelles guerres mondiales, de continent à continent, qui ne peuvent conduire qu'à la destruction totale ou à la dictature totale.

Le processus paraît inévitable, irréversible. Mais nous voyons que l'État-nation, qui en reste la condition autant que la résultante, dépend lui-même, dans sa genèse et son évolution, de contingences historiques, bien loin qu'il soit l'incarnation d'une nécessité inéluctable, naturelle et définitive. Comme tout ce qui est né, il mourra donc. Mais on voudrait ne pas être entraîné dans sa mort.

Le problème demeure donc de savoir en quel point du système l'homme peut intervenir.

Comment sortir du système : vers l'autogestion régionale

La résistance d'une chaîne étant celle de l'anneau le plus faible, essayons d'évaluer les divers éléments du système, en supputant à propos de chacun d'eux nos chances d'intervention civique.

L'élément initial est la guerre. Ce chaînon paraît incassable. Je ne puis rien contre la guerre, même en me groupant avec beaucoup, parce que l'État aura vite fait de nous neutraliser si nous n'avons pas d'armes, et si nous en avons, nous devons faire la guerre, c'est elle encore qui gagnera. Je ne puis rien contre la guerre tant que l'État peut tout se permettre à l'intérieur de ses frontières, et ne reconnaît aucune puissance au-dessus de lui, sauf celle qui serait capable de le forcer à ne plus faire la guerre pour son propre compte, mais seulement pour son compte à elle. Ce beau progrès se nomme satellisation.

Je ne puis rien contre l'industrie, même quand elle vient détruire le cadre de ma vie et le bonheur de tous mes sens : elle est soutenue par un État lointain qui n'écouterait jamais ma plainte ni mes cris, et qui a besoin des machines pour assurer ce qu'il nomme encore « la Défense nationale », cette *ultima ratio* de toutes ses exactions contre la terre qu'il dit sacrée mais qu'il dévaste, et contre tous les citoyens, qu'il assujettit.

Finalement, je ne puis pas renverser cet État : je n'y arriverais qu'en fomentant une révolution violente qui consisterait à s'emparer par la force des leviers de l'État, et jamais coup d'État d'aucune faction, des Conventions aux Bolcheviks, et des Nazis aux généraux de toute couleur politique, n'a obtenu d'autre résultat qu'un État encore plus guerrier, encore plus policier, et surtout mieux capable de mobiliser en permanence toute la Nation. Ainsi, soit qu'elle échoue, soit qu'elle « réussisse », l'attaque frontale contre l'État n'aboutit qu'à le renforcer.

Tant qu'il y aura de grands États-nations soutenus par une industrie en expansion théoriquement illimitée et la soutenant, il y aura des guerres ou des menaces de guerre (qui ont les mêmes effets systémiques), et le citoyen devant elles sera nul.

« Le Pouvoir est lié à la guerre, et si une Société veut borner les ravages de la guerre, il n'en est d'autre

moyen que de borner les facultés du Pouvoir²⁰. » Ce brillant raccourci me désigne le point d'intervention que je cherchais : « borner les facultés du Pouvoir », voilà qui me paraît enfin possible par le moyen d'une résistance constructive s'exerçant *dans les dimensions où l'action personnelle reprend un sens*.

Les petits pouvoirs fédérés sont seuls capables, en effet, de faire échec au grand Pouvoir sans se voir contraints de chausser ses bottes ni de relever ses fonctions usurpées. Contre l'excès des pouvoirs étatiques, je puis intervenir d'une manière efficace dans la mesure où je suscite un groupe ou lui apporte mon concours actif. Nous disposons, nous autres citoyens qui voulons redevenir responsables, d'un pouvoir que l'État méprise officiellement et pourtant redoute en secret, comme celui qui a la Bombe redoute la guérilla : le pouvoir des *petits groupes* multipliés et de *l'initiative civique intempestive* c'est-à-dire spontanée et non conditionnée, et non prévue par nos régimes électoraux.

La lutte des petites communautés naissantes pour *l'autogestion régionale* en dépit de l'État-nation niveleur, fauteur de dépression civique, paraissait hier encore sans espoir. Elle va devenir le seul espoir concret des peuples que la Crise générale n'aura pas jetés dans des régimes de pénitence totalitaire — ou qui refuseront d'y subir plus longtemps la sécurité des troupes.

Je dis bien qu'il s'agit de lutter et de créer *en dépit* de l'État-nation, non contre lui : car son effondrement ne pourrait aujourd'hui qu'écraser beaucoup de monde, faute de structures d'accueil extérieures au système. Il s'agit sans délai d'initier autre chose, de semer, de planter, de nouer des liens vivants ; d'élaborer tout en l'anticipant *en nous d'abord*, un modèle neuf de société fondé sur de nouvelles unités de base et sur de nouveaux types de liens communautaires. Initier, inventer sans délai, sans attendre les échéances que les États et leurs experts tentent désespérément de reporter...

L'État-nation se survit lourdement, par les effets de l'inertie bien plus que par les menées illégales de ses polices parallèles et de ses « plombiers », — menées qu'on voit déjà se retourner contre lui. Sa seule défense est dans l'actuel défaut d'une formule de remplacement, d'une alternative déclarée.

Il ne peut plus et ne doit plus durer longtemps, parce qu'il est foncièrement inadéquat non seulement à ses prétentions exorbitantes, mais encore, et peut-être surtout, aux fonctions normales de l'État.

Trop petit et trop grand à la fois

Du temps de la montée de Hitler et de Staline, un jeune mouvement personnaliste, *L'Ordre nouveau*²¹, résumait sa critique de l'État-nation — terme d'ailleurs lancé par lui — dans la proposition aujourd'hui bien connue :

²⁰. B. de JOUVENEL, *Du pouvoir*, Hachette, Paris, p. 177 de l'édition de 1973.

²¹. Rien de commun avec la formation *fasciste* intitulée « Ordre nouveau » (sans article) qui s'est manifestée à Paris autour des années 1970.

« Trop petit et trop grand à la fois. » Voici le premier texte formulant cette critique :

« L'homme n'est pas fait à l'échelle de ces immenses conglomerats politiques que l'on essaie de lui faire prendre pour "sa patrie" : ils sont beaucoup trop grands... ou trop petits pour lui. Trop petits si l'on prétend borner son horizon spirituel aux frontières de l'État-nation ; trop grands si l'on tente d'en faire le lieu de ce contact direct avec la chair et la terre qui est nécessaire à l'homme. » (Alexandre Marc, dans *L'Ordre nouveau*, n° 15, 1934.)

L'argument est devenu le pont aux ânes de toute critique fédéraliste de l'État-nation. On le retrouve de nos jours dans les écrits de J. Buchmann, de Robert Lafont, d'Hervé Lavenir, de Lewis Mumford, etc. (Alexandre Marc nous a tous précédés d'une trentaine d'années sur ce point.)

Dans ma *Lettre ouverte aux Européens*²² (1970), je retrouvais et développais ce thème :

Regardons maintenant ces États-nations unitaires tels qu'ils sont dans leur être et leur agir concret, non plus dans leurs seules prétentions. Nous verrons aussitôt que tous, sans exception, sont à la fois trop petits si on les regarde à l'échelle mondiale, et trop grands si l'on en juge à leur incapacité d'animer leurs régions, et d'offrir à leurs citoyens une participation réelle à la vie politique qu'ils prétendent monopoliser.

Ils sont trop petits pour se *défendre* seuls, même avec l'aide d'une petite ou moyenne force de frappe, pratiquement annulée par les barrages antimissiles des deux Grands.

Ils sont trop petits dans le domaine *économique* pour répondre au « défi américain » — cela n'a plus à être démontré — mais aussi pour répondre au défi du Tiers Monde... Enfin, ils sont trop petits pour agir *politiquement* au niveau des empires véritables qui dominent notre monde, et surtout pour résister à la satellisation politique ou économique.

Par quoi *ils manquent doublement à la fonction de tout gouvernement* : sécuriser les membres d'une communauté, et assurer l'efficacité de sa participation dans les affaires du monde [...].

Parce qu'ils sont trop petits, les États-nations devraient se *fédérer* à l'échelle continentale ; et parce qu'ils sont trop grands, ils devraient se *fédéraliser* à l'intérieur.

À ces insuffisances ou inadéquations constitutives, à la fois théoriques et pratiques, l'État-nation ajoute de nos jours les preuves multipliées de son incompétence, ou plus précisément de son imbécillité, au sens premier du terme²³. Prenons l'exemple de la crise du pétrole à l'automne 1973.

Tous nos gouvernements occidentaux savaient que l'économie industrielle dépend essentiellement de l'énergie, qui, en Europe, dépend à 80 % (USA 30 %) du monde arabe. Tous affirmaient cependant — surtout s'il s'agissait de repousser un projet d'union européenne — leur volonté d'indépendance politique, leur refus de toute ingérence étrangère dans leurs affaires nationales. Aux alarmistes qui annonçaient, d'une part, l'épuisement avant trente ans des principales sources de pétrole, soulignant, d'autre part, le danger d'une dépendance trop exclusive de quelques potentats et dictateurs arabes, nos hommes d'État répondaient nerveusement : « Ne nous laissons pas égarer par les prophètes pessimistes d'un prétendu désastre énergétique²⁴. » La crise de l'au-

tomne 1973 a non seulement surpris nos gouvernants, mais les a livrés sans défense au chantage des émirs qui prétendent leur dicter la politique à suivre à l'égard d'Israël... Tous nos États-nations pour « souverains » qu'ils se proclament, sont trop petits pour agir au-delà de l'Europe, et de plus, il n'en est pas un qui ait osé faire passer ses convictions avant la peur d'un manque d'essence pour le week-end. Absence avouée de politique, opacité d'esprit devant les prévisions les plus sérieuses, refus de l'union de l'Europe au nom d'une souveraineté que l'union pourrait seule garantir et qu'aujourd'hui n'importe quel propriétaire de puits, peut-être illettré mais milliardaire, peut se payer le luxe de bafouer. Tel est le tableau qu'offrent nos grands Pouvoirs. Ils essaient de récupérer quelque prestige en édifiant des centrales babyloniennes, mais ce n'est pas l'uranium américain ou russe, ni les pétro-dollars investis dans le nucléaire qui leur rendront l'indépendance.

L'État-nation ne peut plus et ne doit plus durer longtemps parce qu'il se révèle chaque année avec une évidence croissante, inapte à bien traiter ne fût-ce qu'un seul des problèmes majeurs de notre société. J'ai évoqué le cas de l'énergie, mais que dire de ceux de la monnaie, de l'inflation, de l'environnement, de la sauvegarde des mers ou de l'aide au Tiers Monde ? Il ne peut dominer aucun de ces problèmes, à cause de sa nature et à cause de la leur.

Comédie des chefs d'État

Tel étant le bilan de nos États-nations de dimension moyenne, européenne, qu'en est-il des deux Super-Grands ?

Quand leurs deux chefs d'État ont une rencontre intime sous les regards du monde entier, à Camp David ou dans quelque datcha, pour « examiner les graves problèmes de la politique mondiale », comme le dira le communiqué, on pourrait croire qu'ils vont chercher ensemble les moyens de surmonter un mal cosmique ou une épidémie qui menace l'humanité. Mais je me sens pris d'un doute profond : ne s'agirait-il pas d'une comédie, d'un bluff énorme, car il n'est pas de « problème de politique mondiale », si « préoccupant » soit-il, qui n'ait été fabriqué par ces hommes et qui ne reflète à l'évidence les intérêts de deux groupes concurrents dont ils sont simplement les avocats. Je ne vois pas là deux Sages, deux hommes d'État, deux « responsables de la Paix du Monde » en train de chercher les moyens de prévenir une catastrophe qui menace toute l'humanité. Je vois deux « responsables de la crise » en question — guerre du Viêt Nam, par exemple — en train de chercher à nous convaincre qu'eux seuls sont en mesure de résoudre les graves problèmes mondiaux, fomentés par eux-mêmes, et de guérir les maladies — qu'ils entretiennent. Qu'est-ce qui les retient, en somme ? Les peuples veulent la paix. Mais les appareils politiques, c'est-à-dire l'Administration à Washington et le Parti en URSS, ne peuvent courir le risque de perdre la face, en

²². <file:///var/www/html/Rougemont/work/livres/ddr1970loe>

²³. *Imbécillité* : « faiblesse d'esprit et de corps, incapacité » (Litttré).

²⁴. *Message sur l'énergie* du président Nixon, 1971. On a fait aussi bien et même mieux en Europe.

cédant *pour la paix* devant une loi supérieure à leur souveraineté absolue : ils y perdraient du même coup le Pouvoir (par non-réélection aux USA, par coup d'État de l'armée en URSS). Il y a donc une immense complicité diffuse entre les fictions du Pouvoir et le besoin de sécurité des peuples, qui les fait accepter ces fictions comme ils ont accepté ce Pouvoir.

Que l'État n'est plus notre affaire

L'État-nation ne peut plus et ne doit plus durer longtemps, parce que l'État est devenu l'adversaire à la fois de la Nation, du peuple et de chacun de nous en tant que citoyen.

Un même matin d'avril 1970, j'avais relevé dans deux journaux français ces titres que je retrouve à point nommé :

« *Washington n'entend pas renoncer à sa présence dans le Pacifique.* »

« *VI^e Plan : enrichir la France sans que les Français en souffrent.* »

L'État-nation « personnifié » par le nom de son sanctuaire ou de sa fonction principale, apparaît ici comme un dieu qui n'en fait, bien sûr, qu'à sa tête. Il exige parfois des sacrifices humains — « guerres limitées » qu'il juge indispensables pour « assurer sa présence » dans telles parties du monde, Corée, Viêt Nam, Proche-Orient, où bien peu de ses citoyens eussent eu l'idée que leurs droits vitaux étaient menacés. (Manque de « vision » !) Parfois aussi, il veut bien vivre en laissant vivre, c'est-à-dire sans tuer trop de paysages, de privilèges, de villes et de jeunes gens. Et même, dans le cas présent, à la sixième reprise, il dit avoir trouvé le moyen de s'enrichir lui, l'État, sans que ce soit (d'une manière sensible tout au moins) aux dépens des revenus de ses administrés et de leur environnement.

Mais l'État-nation est aussi une très humaine réalité, un personnel : fonctionnaires de tous rangs et ministres. Ceux que la presse décide de temps à autre de louer immodérément et de « lancer » sous le titre d'« hommes d'État », ne sont en fait que des hommes de l'État, lequel n'existerait pas sans eux, réduit à son essence abstraite dans les Codes et les Actes fondateurs. Or, ces hommes de l'État se défendent. Rompus à l'art de la déclaration autoritaire (quand elle n'est pas démagogique) qu'ils confondent avec l'art politique et qui passe dans leurs clubs pour la dernière finesse, ils estiment que nulle vérité n'est bonne à dire, à part les « vérités d'État », qui sont des mensonges calculés. Le citoyen le sait, d'où sa méfiance et son éloignement de l'État ; ou bien il fait confiance à quelque « homme fort » et s'en remet pratiquement à l'État pour régler « ces problèmes qui m'échappent ».

Dans les deux cas, l'État s'éloigne et se sépare, devient un appareil *face* au peuple. Il est ressenti de plus en plus comme un tyran, dès qu'il n'est plus le bailleur de subventions ou d'adjudications juteuses.

Dieu ou tyran, hors de nous, contre nous : il n'est plus du tout notre affaire.

Un pouvoir fait de nos démissions

Pourtant, l'État-nation n'est pas tombé du ciel sur nos existences innocentes. C'est une réalité purement humaine — on était en train de l'oublier. S'il n'a cessé depuis Napoléon d'étendre ses pouvoirs sur toute la société et d'accroître ses prétentions jusqu'aux domaines les plus privés de l'individu, si nous le ressentons comme un mal, à qui la faute ? Sinon à nous qui nous sommes laissé faire — et probablement un peu plus.

Une phrase de Simone Weil m'a longtemps fasciné dans sa simplicité presque insolente : « L'orgueil national est loin de la vie quotidienne. » Mais il faut voir aussi que l'orgueil national, après tout, n'est pas un phénomène cosmique, mais un sentiment tout humain dont nul d'entre nous ne peut jurer qu'il ne l'a jamais éprouvé, fût-ce en suivant les Jeux Olympiques à la TV. N'est-il pas un produit de l'inconscient, autant que des manuels scolaires, la projection de nos narcissismes dans un fantasme collectif et la dilatation de nos petits moi dans un Nous triomphant ?

De même, l'État centralisé, bureaucratique, technocratique, celui que Nietzsche, inoubliablement, nomma « le plus froid de tous les monstres froids », n'est pas une créature mythologique. Il est en fait la résultante mécanique et l'indicateur infallible de nos déficiences civiques.

La centralisation n'a jamais réussi que dans la mesure exacte où les gens d'une région — à travers les représentants qu'ils ont élus, qui les trahissent souvent, et qu'ils rééliront — ont préféré solliciter des subventions de la Capitale plutôt que de se créer sur place des ressources propres, voire de s'accommoder de celles que la Nature offre dans leur région.

Les pouvoirs de l'État sont en raison directe de la passivité des citoyens. L'État sera tenté d'en abuser dès qu'il croira déceler que les citoyens sont secrètement tentés de se laisser glisser à la condition de sujets, et de se mettre en grève pour exiger la retraite civique anticipée.

Les pouvoirs de coercition et de répression normalement exercés par l'État (lois, règlements, fiscalité, police) ont tendance à se faire d'autant plus impérieux et chicanes qu'un nombre croissant de citoyens *négligent leurs droits civiques* non moins que leurs devoirs. L'État se voit alors contraint par sa nature d'étendre ses prérogatives. La croissance de son appareil administratif et de son budget le font devenir tout à fait étranger à l'existence quotidienne et aux soucis réels des gens, du seul fait de ses dimensions et de son éloignement physique. Le collectivisme anonyme, productiviste et répressif qui s'instaure dans les démocraties capitalistes ou socialistes, est né de notre individualisme et de nos désertions civiques — qu'il paraît maintenant excuser ! Jamais l'homme ne s'était senti plus impuissant, mieux vidé de ses responsabilités et démis de ses libertés, que dans les cadres démesurés d'un État qui, lui-même, ne peut plus grand-chose, sauf améliorer çà et là les causes mêmes du mal général.

Inventer notre avenir

Nous demanderons aux futurologues ce qu'ils estiment possible pour demain, mais aux prophètes ce qu'ils croient nécessaire.

Nous voici donc au point de Crise où la raison de durer que l'on accorde aux États-nations est que rien ne se présente encore pour une relève. Cette raison tire sa force de l'inertie civique dans laquelle nous voyons s'enfoncer les majorités silencieuses. Elle demeure donc à la merci de la première initiative convaincante — ou d'un scandale de plus, brin de paille sur le chameau surchargé au point de rupture...

Il devient chaque année plus visible que le complexe *État-nation — Armée — Économie industrielle* ne sait plus, ou ne peut plus exercer le pouvoir dans le cadre des loixexistantes. Le système est à bout de course. Cela n'est pas nécessairement une bonne nouvelle.

L'État-nation ne peut durer sans la guerre, mais l'humanité ne peut durer au-delà d'une prochaine guerre générale. Ce sera l'Homme ou l'État-nation, avant longtemps. Si l'État-nation s'écroulait, ce serait tant mieux pour la Nature et nos descendants s'il en reste, tant pis pour nous campant dans les décombres. S'il se maintient, faute de candidature à une nouvelle gérance de la Terre, il peut faire encore beaucoup de mal, de plus en plus irréparable.

Faudrait-il espérer sournoisement que les émirs, en le privant de pétrole sans plus attendre la pénurie finale, le rendent inoffensif dans les années qui viennent ? Sans pétrole, que pourrait-il faire ? Du plutonium hélas, nous le voyons déjà.

Il faut absolument changer de cap, inventer ! Toute ma description de la crise, bien qu'écrite au présent, ne prend son sens réel qu'au futur : sa gravité majeure est en avant de nous, dans tel avenir plus ou moins proche qu'il dépend de nous seuls — sinon de qui ? — d'éviter, en nous tournant ailleurs par conversion, par retour à nous-mêmes, à nos vraies fins.

Le Royaume à venir est « au-dedans de nous ». L'État totalitaire aussi.

L'État-nation, bouc émissaire, ne doit pas devenir notre alibi, le « ils » que l'on accuse de tous les maux, le *fatum* des Anciens, et pour nous, l'impératif unique et monotone déterminé par trop de refus d'obéir à nos vocations singulières dans la Cité. Nous ne pourrions le dépasser qu'en surmontant ses causes en nous d'abord.

Que voulons-nous vraiment ? Que sommes-nous prêts à refuser radicalement ? Au nom de quelles finalités pour la personne et la Cité ? L'avenir, son anticipation, prennent ici leur importance véritable : selon nos décisions quant au but de nos vies, ou notre absence de décision, nous irons au désastre collectif ou bien à de nouveaux défis, amusants, dramatiques, passionnants. Tout dépend de nous. C'est notre affaire.

Formuler, décider, assumer une politique de civilisation, serait la seule réponse adéquate à la Crise.

Ce serait aussi choisir notre avenir. Comment en décider sans le connaître ? nous dit la science du siècle dernier. Comment le connaître si nous refusons d'en décider ? nous dit la science de cette fin du xx^e siècle.